



Prévention



Numéro 1
Volume 1
Automne 1999

Des collectivités plus sûres, c'est l'affaire de tous

Dans ce numéro

page 2
Messages des Ministres

page 3
Lettre des éditeurs

page 5
Sondage : la sécurité
d'abord

page 5
Parlons chiffres

page 6
Des relations saines

page 7
La jeunesse difficile de
Jacques

page 8
Penser globalement,
agir localement

page 9
Tour d'horizon

page 10
Événements à venir



Salle de classe ambulante offre des jeux, des livres et de la prévention aux bambins

Ce programme d'intervention précoce transporte l'école au coeur même des quartiers défavorisés

Par Stephen Bindman

EDMONTON – Devant une table adaptée à leur taille, Micheline, Madison, Draydon et Michelle, s'affairent à sculpter la pâte à modeler.

« Je fais un serpent », dit Micheline.

« J'ai besoin d'aide », lance Draydon, trois ans.

La créativité artistique des bambins est interrompue,

le temps de faire manger une poupée, d'avaler rapidement un beignet de chez Tim Horton ou d'aller chanter de tout leur petit cœur avec les éducatrices, Anna et Tina.

Nous sommes dans le quartier Clareview d'Edmonton, dans un édifice logeant le Gathering Place, un centre d'aide pour les locataires de la région de la capitale régionale.

À l'étage, les mamans des petits participants échangent leurs impressions.

Si ce n'était de l'énorme Holstein noire et blanche, garée à l'extérieur, il pourrait s'agir d'un avant-midi typique dans n'importe quelle garderie.

Suite à la page 4

Tête-à-tête



Entrevue avec Barbara Hall, présidente du comité directeur de la Stratégie nationale sur la sécurité communautaire et la prévention du crime

QMadame Hall, comment l'ex-mairesse de Toronto en est-elle venue à occuper le poste de présidente de la Stratégie nationale sur la sécurité communautaire et la prévention du crime ?

RDisons qu'il s'agit, en quelque sorte, d'une suite très naturelle à ma carrière précédente, non seulement en tant que politicienne mais également de travailleuse communautaire, d'avocate et d'agente de probation. J'ai travaillé toute ma vie, d'une manière ou d'une autre, à tenter de rendre les collectivités plus sûres, à aider les
Suite à la page 3



Prévention

Prévention, le bulletin de la Stratégie nationale sur la sécurité communautaire et la prévention du crime est publié trois fois l'an par le Centre national de prévention du crime (CNPC).

L'information contenue dans *Prévention* peut être reproduite en autant que la provenance des articles utilisés soit mentionnée.

Prevention is also available in English.



Éditeurs

Stephen Bindman
André LeBlanc
Mark Stokes

Collaborateurs

Patricia Begin
Stephen Bindman
Careesa Gee
Philip Hepworth
Angie Hooles
Mark Irving
Claire McLaughlin
Mark Stokes
Claude Vézina

Traduction

Lyne Michaud

Mise en page et production

Herrera Berman
Communications, Ottawa

Veillez adresser toute correspondance aux éditeurs, Centre national de prévention du crime, 284, rue Wellington, TSA-5, Ottawa (Ontario), K1A 0H8 ou par courriel : ncpc@web.net

Pour obtenir plus d'information sur la Stratégie nationale sur la sécurité communautaire et la prévention du crime, visitez le site Web du Centre à :
www.crime-prevention.org

ou composer le :
1-877-302-CNPC(2672)
Sans frais

Tél. : (613) 941-9306

ISSN : 1488-8378

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par la ministre de la Justice, 1999.

Imprimé au Canada

Message de la Ministre de la Justice



Je suis ravie de saisir l'occasion qui m'est donnée, dans la première édition du bulletin *Prévention*, pour vous dire quelques mots au sujet de la Stratégie nationale sur la sécurité communautaire et la prévention du crime du gouvernement du Canada.

La Stratégie, qui a vu le jour en 1994, est fondée sur la prémisse que les véritables experts dans la prévention du crime étaient les gens même qui vivaient, travaillaient et se divertissaient dans les collectivités. Il n'est pas possible de rendre nos collectivités plus sûres en votant simplement des lois. Il faut également intervenir sur le plan local, quartier par quartier, pâté de maisons par pâté de maisons.

Depuis le lancement de la phase II de la Stratégie en juin 1998, nous avons travaillé en étroite collaboration avec les Canadiennes et Canadiens et les collectivités, dans tous les coins

du pays. Dans ce court laps de temps, nous avons été en mesure de soutenir financièrement des centaines de projets passionnants et novateurs. Nous avons favorisé la création de partenariats entre les administrations, les secteurs privé et public, les collectivités et les gens, pour faire en sorte que chacun ait son rôle à jouer dans cette grande entreprise.

En ma qualité de ministre de la Justice et procureure générale du Canada, j'estime que cette initiative est un élément clé de l'engagement pris par le Canada pour protéger le droit de tous les Canadiennes et Canadiens à se sentir en

sécurité dans leurs foyers et leurs rues. En effet, la Stratégie s'insère dans le cadre du travail entrepris pour veiller à l'édification d'un système de justice dynamique, responsable et efficace.

Pour terminer, je tiens à vous féliciter pour vos efforts dans la prévention du crime et pour l'esprit d'initiative dont vous faites preuve en vue d'accroître la sécurité dans nos collectivités.

L'Honorable A. Anne McLellan, C. P., député

Message du Solliciteur général du Canada



Je tiens à profiter de l'occasion pour vous féliciter vous et tous ceux et celles qui s'efforcent de faire du Canada un endroit plus sécuritaire. La phase II de la Stratégie nationale sur la sécurité communautaire et la prévention du crime est maintenant en bonne voie de réalisation grâce à

la détermination de toutes les parties en cause.

Le premier numéro de *Prévention* constitue la preuve qu'il est possible de trouver des solutions à la criminalité lorsque les gouvernements et les citoyens concernés communiquent leurs idées et mettent leurs ressources en commun.

En ma qualité de Solliciteur général du Canada, j'ai la ferme conviction que pour garantir la sécurité du public, il est essentiel de s'attaquer aux causes profondes du crime. C'est de cette façon que l'on peut empêcher que des crimes ne soient commis dans l'avenir. Nulle part ailleurs est-il aussi important de le faire qu'à l'échelle commu-

nautaire. J'ai souvent déclaré que les gens qui sont le mieux placés pour trouver des solutions aux problèmes que posent la prévention du crime et la sécurité du public sont ceux-là mêmes qui vivent et qui travaillent dans la collectivité et qui la connaissent mieux que quiconque.

La Stratégie nationale est un excellent exemple de l'engagement pris par le Canada pour enrayer la violence dans les foyers, pour protéger les cours d'école et pour rendre les rues plus sécuritaires. Ce programme, doté d'un budget de 32 millions de dollars par année, est couronné de succès depuis son inauguration en juin 1998, grâce en grande

partie aux efforts fournis dans les collectivités du pays tout entier.

L'existence de partenariats solides entre les gouvernements, les services de police, les organismes communautaires, les entreprises, les familles et les gens constituera un gage du succès de l'entreprise. Le bulletin *Prévention* vous permettra de découvrir d'autres Canadiennes et Canadiens qui, tout comme vous, ont à cœur de bâtir un avenir meilleur et qui se mobilisent pour le faire.

Je vous remercie du bon travail que vous accomplissez.

L'Honorable Lawrence MacAulay, C. P., député



Lettre des éditeurs

Ami(e)s lecteurs et lectrices,

C'est avec un grand plaisir que nous vous présentons ces pages de notre toute première édition de *Prévention – des collectivités plus sûres, c'est l'affaire de tous*.

Prévention vous parlera de crimes, de crimes violents et de victimes.

Vous n'y retrouverez pas, par contre, le même genre de titres sensationnels qui font souvent les manchettes.

Prévention veut plutôt aborder le sujet en tenant compte de la réaction des Canadiennes et des Canadiens face à la criminalité et, plus précisément, en examinant les mesures qui sont prises pour la contrer.

Par le biais de cette publication, nous voulons vous relater des faits concernant des Canadiennes et des Canadiens qui se sentent responsables de leur pays et qui veulent en faire un endroit où on peut vivre, travailler et pratiquer ses loisirs en toute sécurité. Ces personnes ont à se débattre avec les problèmes engendrés par la criminalité et la victimisation. Peu importe qu'ils aient été guidés par l'espoir ou la détresse, le courage ou la peur, ils portaient tous la bannière de la détermination et étaient animés de la même conviction: celle qu'ils avaient le pouvoir d'améliorer le sort de leur collectivité.

Mais *Prévention* va encore plus loin (même si raconter est notre grande priorité). Nous voulons faire



connaître et élargir l'actuel débat sur les changements qui affectent continuellement notre système de justice criminel.

Nous préconiserons un style de prévention du crime que l'on appelle assez souvent prévention du crime par le biais du développement social. Ce que nous voulons faire valoir, par-dessus tout, sont les moyens utilisés pour s'attaquer aux causes profondes de la criminalité, l'intervention précoce, l'aide apportée aux gens et à leurs collectivités pour les munir contre les facteurs qui peuvent engendrer et influencer des comportements criminels. Il s'agit de mettre en évidence une bonne politique de justice. Une politique bien rodée, autant du point de vue social qu'économique.

Personne ne peut se vanter de posséder le monopole des bonnes idées en matière de prévention du crime. S'il vous vient un éclair de génie, n'hésitez pas à nous contacter. N'hésitez pas, non plus, à nous refiler vos tuyaux pour des articles qui pourraient intéresser nos lecteurs et lectrices. Vos commentaires sur notre façon de raconter, qu'ils soient positifs, négatifs ou neutres, seront également bienvenus. 🍁

Tête à tête suite de la page couverture



gens à unir leurs efforts pour trouver des solutions aux problèmes locaux.

Q Certains ont dit que la création d'un autre organisme gouvernemental voué à l'étude du problème de la criminalité était sans doute la dernière chose dont nous avons besoin.

R Je suis d'accord ! Et c'est pourquoi nous n'étudions pas le crime à proprement parler. Nous agissons ! Les gens me demandent souvent à quel moment nous prévoyons publier notre rapport, mais nous ne rédigeons pas de rapport. Nous sommes plutôt en première ligne, nous finançons des projets et aidons les gens à trouver des solutions concrètes. Et les progrès que nous accomplissons sont énormes.

Q Que répondriez-vous aux personnes qui soutiennent que la seule façon véritable de réagir au crime est d'infliger des peines plus sévères et de mieux faire respecter les lois existantes ?

R Il ne fait aucun doute que nous devons nous montrer sévères à l'égard de la criminalité. Mais il est tout aussi important de faire preuve d'autant de rigueur face aux causes de cette criminalité. Le taux de crimi-

nalité connaît une baisse remarquable partout au Canada depuis maintenant plusieurs années, et ceci n'est pas dû au fait que nous avons tout à coup décidé d'adopter de nouvelles lois plus dures.

Q A-t-on raison de dépenser des sommes pour de nouveaux programmes de prévention, à un moment où les budgets des services de police subissent des compressions d'un bout à l'autre du pays ?

R Je suis d'avis qu'il faut réfléchir très sérieusement à la façon dont on peut tirer profit de l'argent investi pour faire appliquer les lois. Les prisons, les tribunaux, les enquêtes policières sont des éléments très importants mais également extrêmement coûteux. Plusieurs des programmes sur lesquels nous nous sommes penchés peuvent fonctionner avec très peu d'argent, mais s'avèrent très efficace pour prévenir le crime. Ce sont donc des investissements qui rapportent, tant du point de vue humain que financier.

Q Beaucoup de gens ont exprimé des commentaires au sujet de la « structure » ou du « processus » de la Stratégie nationale, et en particulier, de l'Initiative pour des collectivités plus sûres. Ils en parlent comme d'un programme « ascendant », qui part de la base, contrairement aux programmes traditionnels, qui ont plutôt tendance à suivre une approche « descendante ». Êtes-vous d'accord ?

R Au lieu d'imposer des solutions aux gens, nous avons analysé ce qui fonctionne, puis nous nous sommes efforcés de trouver des exemples de pro-

grammes qui marchent bien. Les problèmes diffèrent tellement d'un bout à l'autre du pays que je ne crois pas qu'il aurait été possible de concevoir un seul gros programme, administré de façon centralisée, comme cela s'est vu par le passé.

Q Quels sont les critères dont vous vous servez pour évaluer le succès des programmes ?

R D'innombrables voies peuvent être empruntées, et d'innombrables méthodes utilisées pour parvenir à rendre des collectivités plus sûres. Il s'agit essentiellement d'un exercice axé sur les résultats, et après seulement un an, il est encore tôt pour parler de succès. Ceci dit, certains signes de succès – ou de progrès – peuvent être décelés, et à ce titre, je dois dire que le programme a suscité un intérêt extraordinairement élevé.

Q Combien de projets la Stratégie nationale a-t-elle financés ?

R Selon les dernières données, nous avons reçu plus de 2 500 demandes et financé au-delà de 640 projets partout au pays, de Vancouver à Terre-Neuve, en passant par Whitehorse. Et parmi les projets les plus novateurs et les plus fructueux, certains ont été mis sur pied par de petites collectivités éloignées.



Suite à la page 12



Salle de classe ambulante

suite de la page couverture

Holstein, c'est le symbole d'un projet novateur issu du partenariat *Success by 6* d'Edmonton : « *Classroom on Wheels (C.O.W.)* », une salle de classe ambulante arborant les couleurs d'une belle vache (*cow*, en anglais) Holstein.

Le principe est simple : un centre mobile se rend au cœur des quartiers à risque et défavorisés pour offrir gratuitement des ressources éducatives aux enfants d'âge préscolaire et aux parents qui en ont le plus besoin et qui ne pourraient autrement en bénéficier.

« En interrompant ce processus et, idéalement, en le renversant, les gens peuvent arriver à mettre fin à ce cycle. C'est fondamentalement ce que nous nous efforçons de faire. L'intervention précoce augmente les chances de réussite et réduit les dommages. »

À Edmonton comme dans tant d'autres villes canadiennes, les obstacles posés par le transport empêchent un nombre croissant de familles d'avoir accès à des services de garde préscolaire de qualité.

Grâce à un autobus converti en salle de classe, *C.O.W.* peut se rendre auprès des familles qui ne peuvent se déplacer. En raison de sa mobilité, *C.O.W.* peut desservir un quartier différent chaque jour, une solution bien moins coûteuse que de créer des locaux permanents au sein de plusieurs collectivités.

Il peut aussi répondre rapidement aux changements démographiques sans subir les contraintes du déménagement et de la rénovation.

Le programme intègre des livres et des jeux éducatifs favorisant, entre autres, l'apprentissage des nombres et des lettres. Il permet aussi aux enfants de socialiser entre eux, de développer leurs capacités langagières et motrices, leur estime de soi, leur créativité et leur curiosité.

Même si cela n'est pas aussi évident, le projet *C.O.W.* est également un exemple de mesure de prévention du crime.

En décembre dernier, la ministre de la Justice Anne McLellan a annoncé que le ministère de la Justice, par l'entremise de la Stratégie nationale sur la sécurité communautaire et la prévention du crime, verserait une contribution de 900 000 \$ à *Success by 6* pour deux de ses initiatives, dont *C.O.W.*

« Le système de justice canadien est engagé dans une démarche visant à s'attaquer aux causes profondes du crime et aux facteurs qui amènent les enfants, les adolescents et les jeunes adultes à commettre des actes criminels », a indiqué la ministre.

« L'initiative *Success by 6* illustre comment les collectivités, les différents paliers de gouvernements et le secteur privé peuvent unir leurs efforts pour répondre aux besoins des jeunes enfants qui se trouvent dans des situations à risques et, nous espérons, faire de nos collectivités des endroits plus sûrs. »

Selon Martin Garber-Conrad, président du

Conseil des partenaires de *Success by 6*, notre société admet généralement que les personnes qui ont des démêlés avec la justice ont en commun certaines expériences vécues dans les premières années de leur vie.

Au chapitre du coût social, on estime que chaque dollar dépensé tôt dans la vie d'un enfant mène à des économies pouvant aller jusqu'à sept dollars.

« Il ne fait aucun doute que la pauvreté, les échecs scolaires, les mauvais traitements et autres difficultés familiales tout autant que certains facteurs qui peuvent nous paraître plus banals (les problèmes auditifs en sont un bon exemple), risquent d'entraîner des comportements délinquants si aucune mesure n'est prise pour les régler » a indiqué M. Garber-Conrad en entrevue.

« En interrompant ce processus et, idéalement, en le renversant, les gens peuvent arriver à mettre fin à ce cycle. C'est fondamentalement ce que nous nous efforçons de faire. L'intervention précoce augmente les chances de réussite et réduit les dommages. » Au chapitre du coût social, on estime que chaque dollar dépensé tôt dans la vie d'un enfant mène à des économies pouvant aller jusqu'à sept dollars.

« Les enfants qui grandissent dans ces conditions ne finissent pas tous dans une prison à sécurité maximale, mais les statistiques peuvent être plus encourageantes. Nous essayons d'interrompre un processus nuisible tant pour les

individus que pour les collectivités. »

La première classe mobile au monde a vu le jour au Tennessee il y a au moins 25 ans de cela. Par contre, *C.O.W.* est bien le premier concept du genre au Canada.

Bien que l'autobus soit réellement une salle de classe rénovée, notre climat fait en sorte qu'il y fait trop froid en hiver pour permettre aux enfants d'y jouer et d'y apprendre. C'est pourquoi on se contente de le garer près d'un édifice situé dans l'un des quartiers qui se prêtent le mieux au projet.

« *C.O.W.* fera sonner une cloche d'école pour attirer l'attention des gens et leur lancer l'invitation à participer. L'autobus a aussi l'avantage de permettre l'utilisation du même ensemble de ressources dans quatre quartiers différents. Cependant, il va sans dire que si nous jouissons d'un climat semblable à celui de la Californie, l'autobus pourrait accueillir les enfants toute l'année. Mais étant donné que ce n'est pas le cas, il revient à nous d'être novateur et de nous adapter à nos conditions environnementales. »

Garber-Conrad a précisé que *C.O.W.* était considérée comme une « solution partielle » dans un contexte où les ressources ne suffisent tout simplement pas à répondre aux besoins des programmes traditionnels d'intervention préscolaire Bon départ.

« Nous sommes conscients que l'on peut rejoindre qu'une infime proportion des enfants qui en ont vraiment besoin. Nous sommes également conscients qu'il y a certains quartiers où le nombre d'enfants

intéressés ne soit pas suffisant pour mettre en branle un programme Bon départ, même si les ressources nécessaires étaient disponibles.

« Du reste, le fait d'aller jusqu'aux gens au lieu de leur demander de se rendre à un certain endroit pour suivre le programme comporte également une certaine dimension philosophique. »

Même si cela n'est pas aussi évident, le projet *C.O.W.* est également un exemple de mesure de prévention du crime.

On effectuera une évaluation complète pour déterminer si les retombées à long terme des programmes traditionnels Bon départ, qui s'échelonnent du lundi au vendredi, peuvent être transposées dans des programmes de visites plus espacées, semblables à *C.O.W.*

« Nous ne sommes pas en train de mettre tous nos oeufs dans le même panier. Nous ne croyons pas non plus que ce soit une solution miracle à tous les problèmes, mais l'idée nous paraît assez bonne pour en valoir l'essai. Il s'agit de prendre un modèle que nous savons efficace, et de tenter d'en élargir la portée pour voir s'il est possible, à partir de ce modèle, d'en faire davantage. »

Aux dires de Garber-Conrad, l'appui de la collectivité, de même que la collaboration entre les différents paliers de gouvernement et les organismes communautaires, se sont avérés extraordinaires.

Suite à la page 10



Selon une enquête nationale, la sécurité publique est une priorité pour les Canadiennes et les Canadiens

La plupart sont en faveur d'une intervention précoce dans la lutte contre la criminalité

par Patricia Begin

Le sentiment d'être en sécurité est considéré comme la caractéristique essentielle de l'identité canadienne. Bien plus que notre régime de sécurité sociale, la feuille d'érable, nos athlètes olympiques et nos productions cinématographiques, télévisuelles et littéraires.

Selon le rapport de la firme de recherche Ekos intitulé *Repenser le gouvernement*, 91 pour cent des répondants canadiens ont affirmé sans réserve que « le fait de se sentir en sécurité presque partout » était important car cela leur donnait « un sentiment d'appartenance ».

Bien que l'identité canadienne reçoive la majeure partie des suffrages et que cette tendance soit à la hausse (trois pour cent de plus depuis les constatations d'Ekos en 1996), elle est aussi sujette à l'érosion.

Si, aujourd'hui, 76 pour cent des répondants jugent que le Canada est un pays sûr, seulement 65 pour cent d'entre eux estiment qu'il le sera encore dans dix ans. Ce sont les Canadiennes et les Canadiens les plus fragiles sur le plan économique, et qui sont également les plus susceptibles d'être victimes d'actes criminels, qui estiment que le Canada évolue vers une société plus dangereuse.

Six répondants sur dix estiment que la cause la plus importante de la criminalité au Canada est un problème social

Dans ce contexte, les Canadiennes et les Canadiens jugent que le développement social devrait être une priorité pour le gouvernement du Canada et que ce sont les soins de santé, l'éducation et la pauvreté infantile qui doivent avant tout retenir son attention.

Bien que les questions sociales prédominent, il ne semble pas que les Canadiennes et les Canadiens soient d'accord pour que le gouvernement relâche exagérément les cordons de la bourse.

Frank Graves, le président d'Ekos, écrit dans le rapport *Repenser le gouvernement V* : un bilan de fin d'année, « lorsque les Canadiennes et Canadiens affirment qu'ils veulent davantage de mesures sociales, cela ne signifie pas qu'ils ont abandonné toute prudence budgétaire, ni qu'ils souhaitent revenir à tout prix à l'État tentaculaire d'il y a quelques décennies ».

Moins de 20 pour cent des répondants estiment qu'investir dans des mesures passives comme les prestations d'assurance-emploi et d'aide sociale constitue la

solution souhaitable à des problèmes sociaux comme la pauvreté, les sans-abri et l'analphabétisme. Ils sont en revanche nombreux (44 pour cent) à penser qu'une intervention gouvernementale au niveau communautaire serait plus efficace.

Ces mesures ciblées et rentables imposent la création de partenariats pour résoudre les problèmes de société, ce qui, selon M. Graves, traduit une certaine « réceptivité conditionnelle » de la population à une nouvelle action sociale par le gouvernement.

« Les Canadiennes et Canadiens », explique M. Graves, « s'attendent à ce que les gouvernements remplissent des conditions publiques importantes avant de relancer leur politique sociale. En termes simples, ils veulent que le paternalisme laisse la place aux partenariats; ils veulent une reddition de comptes claire en ce qui concerne les objectifs et les résultats; ils souhaitent une certaine prudence budgétaire; et ils veulent participer, en tant que citoyens et citoyennes, à la définition d'objectifs et de moyens qui traduisent les valeurs du public. »

Cette dynamique convient bien à l'approche du gouvernement du Canada en matière de prévention du crime et de sécurité com-

Suite à la page 11

Parlons chiffres

Combien il en coûte pour ceci et pour cela

- Sommes d'argent consacrées chaque année à la phase II de la Stratégie nationale sur la sécurité communautaire et la prévention du crime : **32 millions de dollars**
- Ce qu'il en coûte en moyenne par année pour incarcérer un délinquant dans un établissement fédéral (1995-1996) : **50 375 \$**
- Coût moyen estimé pour une année de garde d'un jeune contrevenant : **100 000 \$**
- Frais d'exploitation de 411 abris pour femmes victimes de violence et d'abus au Canada (1997-1998) : **170 millions de dollars**
- Ce qu'il en coûte au secteur des assurances pour les vols de véhicules automobiles et de pièces de véhicules au Canada par année : **600 millions de dollars**
- Estimation des coûts entraînés par des déclarations d'assurance frauduleuses au Canada en 1994 : **1,3 milliards de dollars**
- Sommes consacrées aux services en matière de justice au Canada en 1994-1995 : **10 milliards de dollars**: en poursuites pénales : **258 millions de dollars**, en services correctionnels pour les jeunes : **526 millions de dollars**, en services d'aide juridique : **646 millions de dollars**, pour les tribunaux : **835 millions de dollars**, en services correctionnels pour les adultes : **1,9 milliard de dollars** et en services de police : **5,8 milliards de dollars**.
- Estimation du coût du trafic de drogues illégales au Canada en 1998 : **18 milliards de dollars**
- Montant d'argent dépensé par les Canadiens pour se procurer des produits du tabac (1998) : **5,8 milliards de dollars**
- Sommes versées par les Canadiens dans les REÉR en 1994 : **20,9 milliards de dollars**
- Montant des ventes effectuées par les grossistes canadiens dans le secteur des ordinateurs, des progiciels et des systèmes d'alarme électroniques en 1996 : **24,7 milliards de dollars**
- Somme d'argent que les consommateurs canadiens ont consacré à l'achat de nourriture et de boissons en 1998 : **59,3 milliards de dollars**
- Montant des dépenses au chapitre des soins de la santé au Canada en 1995 : **74,5 milliards de dollars**
- Montant d'argent versé par les consommateurs canadiens pour les véhicules à moteur en 1998 : **86,4 milliards de dollars**



Des relations interpersonnelles saines préparent à la vie active et réduisent la violence

Par Careesa Gee

À la suite des récentes fusillades dans les écoles secondaires, l'attention s'est portée sur les programmes de prévention de la violence dans nos écoles.

Un de ces programmes, le « *Online Healthy Relationships Pilot Project* » a été lancé à Halifax, en Nouvelle-Écosse. Inspiré d'un programme éducatif largement diffusé qui s'intitule « *Healthy Relationships: A Violence-Prevention Curriculum* », il a été remarqué aussi loin qu'à Manchester, en Angleterre.

Il vaut mieux s'occuper de la violence avant qu'elle ne survienne que d'essayer de l'enrayer après coup.

Grâce à différentes activités intitulées « *The Emotions Wheel* », « *Anatomy of Anger* », et « *Tom Blows his Cool* », utilisées pour discuter des facteurs sous-jacents aux comportements violents, le programme vise à donner aux étudiants les habiletés nécessaires pour construire des relations interpersonnelles saines.

Le programme original a été élaboré par *Men for Change*, un groupe communautaire formé en 1989 à la suite du massacre de 14 étudiantes de l'École polytechnique à Montréal. Le projet pilote de Halifax comporte une nouveauté, qui consiste dans des groupes de discussion par courrier



électronique, destinés à compléter les activités et les leçons du programme « *Healthy Relationships* ». Il fait également appel à la police afin que la présentation du programme soit le résultat d'un effort commun avec les enseignants.

L'agent de police Wayne Knapman, officier de liaison avec l'école Duncan McMillan High School à Sheet Harbour, en Nouvelle-Écosse, affirme que les médias peuvent influencer sur l'idée que le public se fait de la criminalité dans les écoles. Il estime que les faits sont parfois exagérés et que la couverture médiatique de la violence à l'école peut même favoriser les crimes par effet de mimétisme. Selon lui, toutefois, la leçon à tirer des tragédies comme les fusillades du Colorado et de Taber est qu'il ne faut pas oublier que la violence peut frapper en tout lieu et en tout temps.

Selon l'agent Knapman, il vaut mieux s'occuper de la violence avant qu'elle ne survienne que d'essayer de l'enrayer après coup.

L'agent de police Shawn Smith, un des officiers de liaison de l'école Sir John A. MacDonald High School à Tantallon, en Nouvelle-Écosse, a participé au projet pilote. « La violence est présente dans toutes les écoles », déclare-t-il. Selon lui, la clé du succès est de faire de la prévention de la violence un programme d'intervention précoce.

« Dès l'entrée à l'école secondaire, les problèmes et les antécédents personnels des adolescents sont souvent déjà lourds. Le programme leur donne les moyens d'affronter la réalité. Plus on s'y prend tôt, meilleurs sont les résultats. Il est plus difficile d'acquiescer ces aptitudes par la suite, mais elles constituent des connaissances élémentaires. »

Mary McDonald, enseignante depuis 22 ans en études sur la santé et la famille en Nouvelle-Écosse, a participé au projet pilote, elle utilise le programme dans ses classes de santé familiale depuis son élaboration, en 1993. L'Astral Drive Junior High à Cole Harbour, en Nouvelle-Écosse, où elle enseigne présentement, ne connaît pas de graves problèmes de violence, mais Mme McDonald a enseigné dans des écoles où le programme était nécessaire parce que des étudiants devaient affronter la pauvreté et la violence.

Selon Mme McDonald, des activités comme le « *Anger Iceberg* », c'est-à-dire un graphique des différentes émotions qui peuvent conduire à un accès de colère, étaient extrêmement pertinentes pour les étudiants et les ont aidés à surmonter les moments difficiles à la maison, à l'école et hors de l'école.

Selon Mme McDonald, dont la classe a été filmée par la BBC, l'expression « Qu'est ce qu'il y a sous ton iceberg? » est entrée dans le vocabulaire des étudiants après le lancement de l'activité.

Un des agents de police a déclaré qu'il aimait bien « pouvoir discuter avec les étudiants dans un climat détendu. C'était comme si l'uniforme... disparaissait après un certain temps, et les étudiants me voyaient comme un être humain ».

Une équipe de la British Broadcasting Corporation est récemment venue filmer l'utilisation du programme

« *Healthy Relationships* » dans les salles de classe.

Jan Claes, une enseignante qui participe au projet pilote à George P. Vanier Junior High School à Fall River, en Nouvelle-Écosse, déclare qu'il n'y a pas eu de « violence ouverte » dans son école, « mais plutôt de l'agitation ».

Elle indique que les étudiants ont beaucoup appris d'une leçon intitulée « *Verifying Violence* » qui leur enseignait à reconnaître différentes formes de violence, comme la violence psychologique et le harcèlement verbal.

Selon Mme Claes, l'amélioration de la relation entre le sergent Gilroy, l'agent de police participant à son école, et les étudiants est un des résultats positifs du projet pilote. Au lieu de se demander « qui a de la drogue dans son casier? » ou « qui a des problèmes? » en le voyant, d'après Mme Claes, les étudiants abordaient l'agent de police pour lui parler. Dans un questionnaire rempli à la suite du projet pilote, un des agents a déclaré qu'il aimait bien « pouvoir discuter avec les étudiants dans un climat détendu. C'était comme si l'uniforme... disparaissait après un certain temps, et les étudiants me voyaient comme un être humain ».

M. Knapman estime aussi que le projet pilote a permis aux étudiants de connaître la personne derrière l'insigne. « Bien souvent, il y a des barrières entre les étudiants et les agents de police », dit-il. « Les étudiants ont fini par me connaître et constater qu'il était possible de me parler ». De plus, il raconte que bon nombre d'enfants sont intimidés par la police ou ne



perçoivent pas les policiers comme des êtres humains. « Ils doivent comprendre que le policier fait un travail comme un autre », affirme-t-il.

Si les étudiants ne développent pas un sentiment d'appartenance et ne se sentent pas en sécurité, ils n'acquièrent pas de connaissances scolaires, parce qu'ils sont trop inquiets.

Selon Andrew Safer, un des coordonnateurs du projet, si le programme est si intéressant, c'est qu'il nécessite la participation des étudiants et les concerne directement, au lieu d'être présenté sous forme de conférence ennuyeuse. Il traite de situations réelles qui pourraient survenir dans les écoles et amène les étudiants à exécuter diverses activités pour y trouver des solutions.

M. Safer, co-auteur du programme avec deux autres membres de *Men for Change*, Peter Davison et Roger Davies, s'est notamment rendu à Los Angeles, La Haye et Trinidad pour assister à des sessions et à des conférences de formation.

Comme le programme date de six ans, M. Safer estime que des modifications pourraient être apportées aux activités en classe en fonction des commentaires qu'il a recueillis.

M. Safer et ses collègues planifient présentement la 2^e phase et ils espèrent remédier aux difficultés techniques qu'ils ont rencontrées avec l'élément « en ligne ». Il aimerait notamment développer l'élément de formation en

ligne afin de le diffuser plus largement. Pour le premier projet pilote, toute la formation a été donnée en personne. Quoique efficace, cette façon de faire ralentit considérablement la diffusion.

On songe plutôt à faire appel à des consultants itinérants pour offrir de l'aide dans les lieux éloignés où l'on se sert du programme de formation en ligne.

Mme McDonald convient que le programme devrait être mis en œuvre dans d'autres écoles parce qu'il peut avoir une très grande utilité, mais elle ne croit pas qu'il faille le restreindre aux écoles qui disposent des technologies les plus récentes. Elle explique que ce sont souvent les écoles qui n'ont pas les moyens de se les payer qui en ont le plus besoin, parce que leurs étudiants sont ceux qui présentent le plus de risques et vivent dans les foyers les plus instables.

Mme Claes estime qu'il faut détecter les problèmes le plus tôt possible. « Ce genre d'enseignement devrait prendre le pas sur le programme scolaire », explique-t-elle. « Si les étudiants ne développent pas un sentiment d'appartenance et ne se sentent pas en sécurité, ils n'acquièrent pas de connaissances scolaires, parce qu'ils sont trop inquiets. C'est un abcès interne qu'il faut crever, sans attendre que les étudiants se mettent à tirer dans les couloirs de l'école. »

Careesa Gee est étudiante en journalisme à l'Université Carleton et elle a fait un stage d'été au CNPC

La jeunesse difficile de Jacques :

Estimation de ce que coûte à la société un jeune en difficulté

Par H. Philip Hepworth

Les problèmes surviennent tôt pour bon nombre de futurs contrevenants, surtout ceux qui deviendront des contrevenants chroniques et récidivistes. Les symptômes de troubles du comportement se manifestent souvent avant l'âge de trois ans. Les coûts pour la société apparaissent vite également, et ils augmentent au fil des ans.

Il serait impossible de faire le décompte précis de tout ce que coûte à la société le parcours d'un délinquant. Nous pouvons cependant cerner certains éléments et faire une estimation ou une approximation de ce que coûte un jeune récidiviste avant qu'il n'atteigne l'âge de 18 ans. Prenons le cas fictif, mais typique, d'un jeune homme que nous appellerons Jacques. Il est un enfant troublé qui aurait eu besoin d'aide et de services préventifs tôt au cours de sa vie, mais ceux-ci n'étaient pas disponibles pour lui et sa famille; c'est ainsi que son enfance mouvementée a commencé.

De la naissance à 3 ans révolus

Dès la première année de la vie de Jacques, les services d'aide sociale à l'enfance ont connaissance des graves problèmes que connaît sa famille. Ces derniers se querellent souvent, et un grand nombre de leurs disputes se terminent par des échanges de coups, surtout lorsqu'ils ont consommé de

l'alcool. Les parents de Jacques sont affectueux avec leur enfant, mais ils sont aussi très instables. Les agents des services d'aide à l'enfance visitent régulièrement Jacques et ses parents jusqu'à ce que l'enfant ait trois ans. Les travailleurs sociaux font un certain nombre de suggestions sur les soins à donner à Jacques et sur l'aide spéciale dont il peut avoir besoin. Faute de ressources dans la communauté, cependant, ils ne sont pas en mesure de diriger la famille vers des services de soutien appropriés.

Coûts : services de l'aide sociale à l'enfance pendant trois ans, à raison de 2 300 \$ par année, soit un coût total de 6 900 \$

De 3 ans à 5 ans révolus

Jacques présente un certain nombre de troubles développementaux, à la fois sur les plans physique et psychologique. À l'âge de 3 ans, c'est déjà un enfant difficile. Ses parents ne savent pas comment réagir à sa conduite impulsive et il ne semble avoir aucune idée de la conséquence de ses gestes. En liaison avec le médecin de famille et les services de psychiatrie infantile, les services d'aide sociale à l'enfance concluent qu'il est dans l'intérêt de Jacques d'être placé dans une garderie de jour subventionnée. La mère de Jacques remplit les conditions pour recevoir cette

aide de l'État. Malheureusement, le personnel de la garderie n'a pas la formation requise pour lui fournir les soins correctifs dont il a vraiment besoin. Jacques est porté à intimider les autres enfants, à déranger leurs jeux et à se montrer insensible à leurs besoins.

Coûts : services de l'aide sociale à l'enfance pendant trois ans à raison de 2 300 \$ par année garderie à raison de 12 000 \$ par année + services de santé et services psychiatriques à raison de 2 000 \$ par année, soit un coût total de 48 900 \$

De 6 ans à 10 ans révolus

Le passage à la garderie de jour a fait du bien à Jacques, dont le comportement en groupe s'est amélioré. En revanche, la situation familiale s'est encore détériorée : ses parents se sont séparés et sa mère vit maintenant avec un jeune adulte qui se montre jaloux de l'affection qu'elle porte à son fils et qui maltraite ce dernier.

Les services d'aide sociale à l'enfance décident, à contrecœur, de prendre Jacques en charge, ce qui nécessite une comparution devant le tribunal de la famille. Jacques est alors placé dans une famille d'accueil, la première d'une longue série.

La jeunesse difficile de Jacques suite dans le prochaine numéro

H. Philip Hepworth était conseiller principal au CNPC. Il a pris sa retraite mais il est toujours actif dans le domaine du développement social



La phrase « Penser globalement, agir localement » s'applique bien à la prévention du crime

Le Centre international fait l'inventaire des meilleures pratiques et met l'accent sur la sensibilisation

Par **Claude Vézina**

« **L**a collectivité se trouve au cœur de la prévention du crime. Les gouvernements quels qu'ils soient doivent accorder une attention toute particulière aux projets de prévention du crime mis sur pied par les collectivités. »

Il s'agit là d'une des conclusions de la Première conférence européenne et nord-américaine sur la sécurité et la prévention de la criminalité en milieu urbain, qui a eu lieu à Montréal; c'est d'ailleurs à cette occasion qu'est surgie l'idée de créer un centre international de la prévention du crime.

Fondé en 1994, le Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC) a pour mission d'aider les villes à réduire la délinquance, la violence et l'insécurité en s'attaquant

aux causes de la criminalité. Il permet de profiter de l'expérience et du savoir-faire acquis à l'échelle du globe pour régler les problèmes à l'échelle communautaire.

Organisation non-gouvernementale internationale, le CIPC est dirigé par un conseil d'administration regroupant des associations de villes, des organismes de prévention de la criminalité et des organismes en matière de justice pénale venant de partout au monde. Son programme de base est subventionné par les gouvernements du Canada et de la province de Québec, de la France, de la Côte d'Ivoire, des Pays-Bas, du Portugal, de l'Afrique du Sud et du Royaume-Uni.

Pour le CIPC, « la prévention du crime implique l'amélioration de la sécurité et de la qualité de vie grâce

à des stratégies unifiées et rigoureuses; cela implique également la participation d'un grand nombre de secteurs oeuvrant seuls ou en groupe pour s'attaquer aux causes de la criminalité et pour favoriser la prise de décisions responsables par les délinquants éventuels » a déclaré le directeur, Irvin Waller.

Citons parmi les stratégies prévues :

- la mobilisation d'établissements, comme les écoles, les services de logement, les services de santé et sociaux, en vue de diminuer les risques que des jeunes deviennent des délinquants;
- faire valoir auprès de l'industrie qu'il faut améliorer la conception des immeubles, des produits et renforcer les collectivités pour faire

en sorte que les jeunes délinquants soient moins tentés de commettre des actes criminels;

- faciliter la création de partenariats entre les services de police, les services juridiques, les organismes de développement social, le secteur privé et les citoyens pour trouver des solutions aux problèmes et pour rendre les délinquants éventuels responsables de leurs actes.

« Le CIPC, a déclaré M. Waller, permet de donner aux décideurs les connaissances voulues pour faire des choix éclairés et des investissements judicieux sur le plan de la prévention du crime. »

Par ailleurs, le Centre a été en mesure de recueillir des exemples à suivre, qui montrent à quel point des projets de prévention du crime ont permis de diminuer la criminalité, quels sont les avantages économiques de la prévention, à quel point le grand public accorde son soutien et comment on peut avoir recours

à des stratégies en la matière.

Par exemple, le tableau 1 illustre une seule des analyses effectuées pour montrer que pour prévenir le crime, il est beaucoup plus efficace d'agir sur les causes de la criminalité que d'avoir recours aux soi-disant méthodes « à la dure ».

La société Rand Corporation a fait des comparaisons sur le rapport coût-efficacité des stratégies visant à réduire la criminalité. D'après les données recueillies, pour diminuer de 10 pour cent le nombre d'actes criminels dans une administration donnée au moyen des méthodes « à la dure », il faudrait augmenter les impôts de 334 \$ pour chaque incarcération additionnelle. Par contre, si on a recours à des méthodes éprouvées pour lutter contre les facteurs de risque, on obtiendrait le même résultat pour environ 71 \$ par ménage; il suffirait par exemple d'encourager les jeunes à risque à terminer leurs études

Suite à la page 11

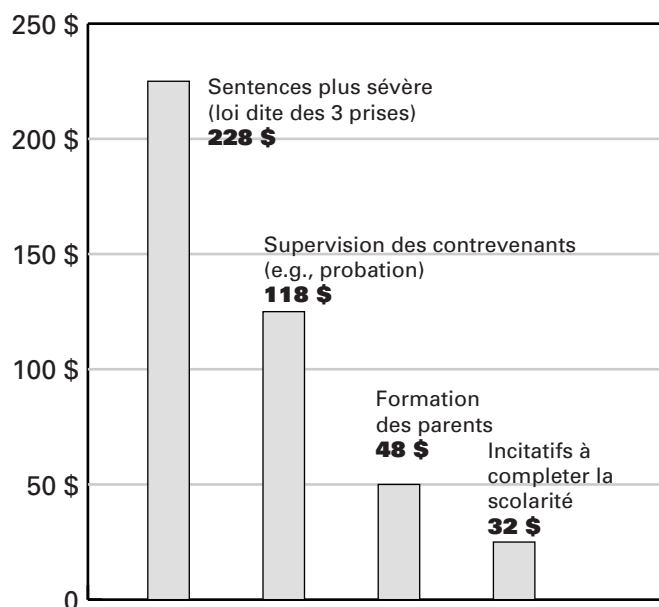
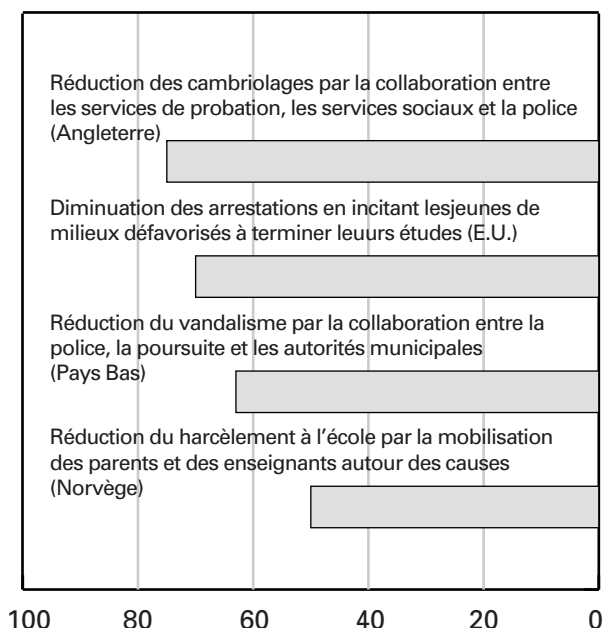


Tableau 1
Augmentation d'impôt en \$US par famille pour réduire la criminalité de 10%

Tableau 2
Des partenariats efficaces





Tour d'horizon régional

Depuis juin 1998, la Stratégie nationale sur la sécurité communautaire et la prévention du crime du gouvernement du Canada a financé dans l'ensemble du pays près de 415 projets de mobilisation des collectivités en vue de s'attaquer aux causes profondes de la criminalité. Tous les projets sont axés sur les mesures sociales locales et sur une intervention préventive qui met l'accent sur la sécurité des enfants, des jeunes, des autochtones et des femmes.

Les points saillants au Canada

Manitoba



Le gouvernement du Canada a

versé 1 551 955 \$ au Manitoba pour donner aux membres des collectivités urbaines et rurales la possibilité d'obtenir de la formation sur la prévention du crime, du counseling social et d'autres services visant à favoriser des relations interpersonnelles saines. Nombre des 56 projets vont dans le sens de la Stratégie pour les Autochtones vivant en milieu urbain et permettent aux jeunes et aux femmes métis et autochtones de puiser dans leur culture traditionnelle pour inverser le cycle de la pauvreté, de la violence et de la victimisation.

Î.-P.-É.



Bon nombre des 14 projets financés à

l'Î.-P.-É. consistent en des programmes destinés aux jeunes. La somme de 200 000 \$ sert à financer des projets comme *Youth - Building Safer Communities*, qui est parrainé par Adventure Group Inc. Dans le cadre de ce projet, les jeunes participent à des aventures. On insiste

tout particulièrement sur les réussites pour aider les jeunes à ne plus se dévaloriser et à développer la capacité d'établir des relations.

Nouveau-Brunswick



Les collectivités du Nouveau-

Brunswick ont reçu plus de 800 000 \$ pour financer 37 projets. Bon nombre de ces projets, comme le plan d'action pour les jeunes en faveur d'un meilleur mode de vie (*Youth Action Plan for Lifestyle Development*), du Centre des jeunes de Bathurst, visent à créer des partenariats au sein de la collectivité pour permettre à tous les groupes d'avoir une influence positive sur la vie des jeunes.

Nunavut



La somme de 200 000 \$ accordée au

Nunavut aide huit collectivités à mettre sur pied des projets répondant aux besoins particuliers de ce vaste territoire, qui compte une vingtaine de petites collectivités dispersées. Nombre de ces projets visent à prévenir la criminalité en créant des relations positives et solides

entre les aînés et les jeunes grâce aux valeurs, pratiques et connaissances traditionnelles.

Yukon



« Les gens du Nord canadien sont réputés pour leur créativité et leur débrouillardise », a expliqué la ministre de la Justice Anne McLellan en septembre dernier, lors de l'annonce du financement de six nouveaux projets au Yukon. « Les projets annoncés aujourd'hui témoignent de leur engagement à promouvoir la sécurité et prévenir le crime en trouvant des idées innovatrices qui suscitent la participation de l'ensemble de la collectivité. » Depuis 1998, le Yukon a reçu 500 000 \$ pour financer 24 projets.

Territoires du Nord-Ouest



Dans le climat rude des Territoires du Nord-Ouest, les projets de prévention du crime doivent être conçus en fonction des besoins particuliers de la population et du mode de vie de celle-ci. Le Fonds d'investissement dans la prévention du crime apportera près de 650 000 \$ sur trois ans au Projet Gwich'in de classe en plein air, qui étudie une façon de s'occuper des jeunes qui soit appropriée sur le plan culturel dans les collectivités Gwich'in.

Alberta



Selon le rapport de Statistique Canada intitulé *Statistiques de la criminalité au Canada* (1998), l'Alberta est l'une des provinces où le taux de criminalité a atteint le plus bas niveau, comparativement à ce qu'il était il y a dix ans. Afin que la ten-

dance se maintienne en Alberta et dans les autres provinces et territoires, le gouvernement du Canada a débloqué plus d'un million de dollars pour financer 27 projets communautaires de lutte contre la criminalité depuis la première année de la Stratégie. Nombre de ces projets mettent sur pied des programmes communautaires de gestion des conflits entre les parents et les enfants, de développement de relations positives grâce à des activités sportives, de consultation en matière de drogues et d'agressions sexuelles et de médiation entre les victimes et les contrevenants.

Québec



En 1998, le taux de criminalité a chuté dans les neuf zones métropolitaines les plus importantes du Canada, dont quatre sont situées au Québec. Au cours de la dernière décennie, le Québec a maintenu un des plus bas taux de criminalité au Canada et, selon les chiffres de Statistique Canada, la ville de Québec s'est classée au deuxième rang de ces neuf villes en 1998. Pour relancer les efforts de prévention du crime des collectivités du Québec, le gouvernement du Canada a versé près de 800 000 \$ à 49 projets visant principalement les jeunes à risque et appliquant des méthodes de développement social pour s'attaquer aux causes profondes de la criminalité.

Nouvelle-Écosse



Bon nombre des 63 projets communautaires (totalisant près de 1,5 million de dollars) financés dans le cadre de la Stratégie nationale travaillent active-

ment à renforcer les réseaux communautaires, familiaux et les réseaux de jeunes, à trouver et élaborer des mesures de prévention pertinentes et réalistes, et à aider les familles à régler des problèmes comme la violence, l'alcoolisme et la toxicomanie.

Terre-Neuve



Depuis 1998, le gouvernement du Canada a accordé 700 000 \$ aux collectivités de Terre-Neuve pour financer 24 projets de prévention du crime et d'intervention préventive. Fidèles aux méthodes de développement social, nombre de projets favorisent la découverte de solutions à la criminalité au sein de la collectivité, comme des ateliers sur la médiation entre victimes et contrevenants et sur le règlement des différends.

Colombie-Britannique



« Le gouvernement de la Colombie-Britannique collabore avec des collectivités dans toute la province pour trouver de nouvelles façons de rendre les quartiers plus sûrs », a expliqué Ujjal Dosanjh, ministre de la Justice et Procureur général de la Colombie-Britannique. « Nous travaillons ensemble et écoutons ce que les gens ont à dire, parce que ce sont les personnes qui vivent dans la collectivité qui connaissent les solutions les plus efficaces en matière de prévention de la criminalité et de la violence. » Le gouvernement du Canada a aidé les collectivités de la C.-B. à réaliser leur objectif de prévention du crime grâce à des mesures sociales en leur

Suite à la page 12



Événements à venir



(avec compliments de Santé Canada)

novembre 1999

Toutes les provinces et tous les territoires, (sauf la Saskatchewan et les Territoires du Nord-Ouest) consacrent officiellement une *semaine à la prévention du crime*. Sauf en Alberta (mai), il s'agit de la première semaine de novembre.

Date : 1 – 7 novembre 1999

“1999 National Conference on Preventing Crime : Power of Prevention — Realizing America's Future”

Date : 3 – 6 novembre 1999

Endroit : Washington, DC Grand Hyatt Hotel

Contactez : National Crime Prevention Council (Washington)

Téléphone : (202) 466-6272

Télécopieur : (202) 785-2134

Site internet : <http://www.ncpc.org/power99>

“The Long Shadows of Trauma, Traumatized Parents and Infants : Developmental and Clinical Issues” (Internationale)

Date : 12 – 15 novembre 1999

Endroit : Toronto (Ontario) Hart House, University of Toronto

Contactez : The Hincks – Dellcrest Institute

Téléphone : (416) 972-1935 ext. 3

Télécopieur : (416) 924-9808

Courriel : hincks@interlog.com

Salle de classe ambulante suite de la page 4

De même que l'on aperçoit rarement une vache sans son troupeau, quatre nouveaux autobus ont été achetés, peints et rénovés, et une vocation particulière a été attribuée à chacun d'eux : l'alphabétisation, les sciences et la technologie, les programmes Bon départ et enfin, le transport des enfants qui participent à d'autres programmes d'éducation préscolaire.

Micheline, Michelle, Draydon et Madison sont visiblement enchantés de leur aventure hebdomadaire au pays des jeux, tout comme leurs mères, qui sont invitées à participer à toutes les activités de *C.O.W.* en plus d'avoir accès à un centre mobile de ressources sur l'éducation parentale.

Crystal, 28 ans et mère de trois enfants, apprécie le fait que *C.O.W.* soit bien plus qu'une garderie.

« Lorsque les enfants aperçoivent l'autobus de *C.O.W.*, ils savent que la maternelle est ici. Ils y vivent des expériences, des choses que nous ne pourrions leur apporter nous-mêmes. Ils y rencontrent d'autres enfants. Une mère ne peut disposer à elle seule d'un tel éventail de ressources, ni offrir un tel encadrement, car elle est sans cesse dérangée par les tâches quotidiennes. Ils ont aussi des livres et des documents auxquels nous ne pourrions avoir accès autrement. »

Selon Garber-Conrad, la clé du succès des programmes d'intervention précoce comme *C.O.W.* n'est nulle autre que la participation des parents.

À TITRE D'INFORMATION

La Stratégie nationale sur la sécurité communautaire et la prévention du crime (Phase II) est une initiative de prévention du crime dans laquelle le gouvernement du Canada investi environ **32 millions de dollars par année**. Lancée en juin 1998, elle vise à donner à la population des outils pour contrer les facteurs de risque, comme la pauvreté, les mauvais traitements et l'éducation parentale déficiente. La Stratégie vise surtout les enfants et les jeunes, les femmes et les autochtones. Jusqu'à maintenant, la Stratégie a approuvé près de **640 projets** d'un bout à l'autre du pays.

« Les programmes Bon départ, et surtout, l'autobus *C.O.W.*, ne peuvent consacrer que quelques heures pour répondre aux besoins des enfants. Ces derniers passent la majeure partie de leur temps dans leurs familles. Par conséquent, tout ce qui peut être fait pour aider les parents à offrir une éducation plus complète à leur enfant, à le stimuler et à l'encourager ne peut qu'avoir des conséquences positives. »

« Les enfants qui vivent dans la pauvreté ou dans des conditions défavorables évoluent dans un milieu bien différent que celui qu'ils connaissent grâce à ce genre de programmes. Ils vivent dans des familles, et une grande partie de leurs problèmes sont reliés aux problèmes de leurs familles. Il est donc préférable d'élargir l'aide que nous leur apportons à la famille entière. »

D'abord et avant tout, les organisateurs espèrent que les autobus qui sillonneront les rues serviront « d'aide-

mémoire » à la population concernant les besoins des tout-petits.

« En plus de répondre aux besoins des familles sur place, chaque autobus du programme *C.O.W.* nous rappelle que les enfants ont besoin de nos soins et de notre attention », a fait remarquer Carol Gilfillan, directrice de projet à *Success by 6*.

« J'espère que les adultes qui verront les autobus de *C.O.W.* prendront quelques instants pour se demander de quelles façons ils contribuent au bien-être des enfants d'Edmonton. En mon sens, la classe ambulante, symbolisée par une vache évoque les soins que nous avons le devoir d'apporter à nos enfants ». 🐄

Stephen Bindman est un journaliste juridique lauréat d'un prix et conseiller spécial au ministère de la Justice du Canada



Penser globalement, agir localement

suite de la page 8

secondaires ou de donner des séances de formation aux parents qui éprouvent des difficultés.

Le tableau II montre la mesure dans laquelle quatre différentes méthodes de prévention ont permis de diminuer la criminalité dans une proportion allant de 50 à 70 % sur une période de deux à trois ans. D'après les analyses coûts-avantages exposées dans le Répertoire synthèse de l'CIPC de 1997, ce type de programmes a permis d'obtenir un retour de 2 à 7 \$ sur chaque dollar investi.

Le CIPC repère, recueille et diffuse de l'information sur les meilleures pratiques. Dans son ouvrage intitulé *Meilleures pratiques*, on y décrit certains exemples modèles à suivre et projets innovateurs, ainsi que des conseils pratiques provenant de l'Amérique du Nord, de l'Europe de l'Ouest et d'autres pays principaux. Voici quelques-uns des faits saillants :

Le programme de prévention du cambriolage de Kirkholt (à Rochdale, Angleterre et Pays de Galles) a permis de rendre les maisons moins susceptibles au cambriolage et à la victimisation chronique grâce à des mesures de collaboration entre le service de probation, les services de police et les organismes de services sociaux. Il s'agissait entre autres de rendre les foyers plus sécuritaires, de mettre sur pied un programme de surveillance de quartier de type « cocon » et un programme de travail en équipe pour les délinquants. Les résultats montrent une diminu-

tion de 75 % dans le nombre de cambriolages.

Le programme Quantum Opportunities (É.-U.) permet à des adolescents défavorisés de terminer leurs études secondaires en leur offrant des activités parascolaires, comme des cours assistés par ordinateur et des activités d'acquisition d'habiletés sociales et familiales, ainsi qu'une rémunération horaire (salaire minimum) devant être versée dans un compte pour leurs études supérieures. Les résultats : une diminution de 70 % dans le taux d'arrestation, et 42 % des participants ont entrepris des études post-secondaires.

Le programme *HALT* (Pays-Bas) implique une collaboration entre les services de police, les avocats, les autorités municipales, les victimes, et les citoyens pour que les jeunes contrevenants réparent les dommages causés par des actes de vandalisme, et pour aider ces jeunes à régler les problèmes qu'ils rencontrent dans les domaines de l'emploi, du logement et de l'instruction. Le résultat : une diminution de 63 % dans les actes de vandalisme.

Une campagne nationale contre le harcèlement (Norvège) a obtenu la faveur d'employés d'établissements scolaires, de parents, de membres de la population et d'enseignants pour que l'on rapporte les incidents de harcèlement et pour les éviter. Le résultat : une diminution de 50 % dans le nombre de cas de harcèlement, et une réduction de 15 % dans le nombre de cas de comportement antisocial déclaré.

Suite à la page 12

Sécurité publique

suite de la page 5

munautaire. Bon nombre de répondants font le lien entre les investissements dans le développement social et la sécurité communautaire. C'est dire qu'ils semblent favoriser les solutions visant à éliminer les causes profondes de la criminalité et de la victimisation.

Six répondants sur dix estiment que la cause la plus importante de la criminalité au Canada est un problème social (les 37 pour cent restant condamnent la trop grande indulgence du système de justice).

Le tiers des répondants qui font le lien entre les problèmes sociaux et la criminalité estiment que la pauvreté est la cause profonde de la criminalité, 21 pour cent pointent du doigt les difficultés familiales, et 11 pour cent, les services et programmes sociaux inadéquats.

Dans son rapport de 1993 intitulé *Prévention du crime au Canada : vers une stratégie nationale*, le Comité permanent de la Chambre des communes sur la justice et le Solliciteur général du Canada signalaient l'effet négatif de la criminalité sur le développement humain et social des collectivités. Les mémoires présentés par des spécialistes de la prévention du crime, des universitaires, des victimes d'actes criminels, des fonctionnaires, des groupes communautaires, des entrepreneurs, des bénévoles et des corps policiers insistaient tous sur la relation entre la sécurité du public, l'investissement dans le



développement social et la qualité de vie.

D'après l'enquête d'Ekos, réalisée six ans après les travaux des députés, près des deux tiers des répondants estiment que leur collectivité a besoin de plus de programmes de prévention du crime. Soixante-sept pour cent estiment que la prévention du crime au moyen de programmes communautaires d'intervention précoce constitue une approche plus rentable que le maintien de l'ordre.

Il semble donc que les Canadiennes et les Canadiens jugent que, pour régler efficacement les problèmes liés à la criminalité, il faut prendre des moyens d'action équilibrés qui s'attaquent non seulement aux causes profondes de la criminalité mais font aussi appel au système traditionnel de justice pénale. De fait, lorsqu'on leur demande le meilleur exemple de prévention du crime, 33 pour cent désignent les programmes de développement social qui aident les

parents et les enfants, 22 pour cent, les activités de loisirs et de sports pour les jeunes, et 25 pour cent, les services de police communautaire.

Enfin, sur la question de la mise en œuvre de programmes de prévention du crime, 86 pour cent des répondants se déclarent en faveur de partenariats entre la police, le gouvernement et les groupes communautaires.

Aux fins de l'enquête, Ekos a interrogé 1506 Canadiennes et Canadiens, âgés de 16 ans ou plus, du 12 au 31 mars 1999. Les résultats sont considérés comme valides avec une marge d'erreur de +/- 2,5 points de pourcentage, 19 fois sur 20, et ont été pondérés selon l'âge, le sexe et la région. 🇨🇦

Patricia Begin est Directrice, Recherche et évaluation au CNPC



Événements à venir

"International Seminar on Violence and Adolescence"

Date : 15 – 18 novembre 1999

Endroit : Jerusalem (Israel)

Contactez : ISAS International Seminars

Téléphone : 972-2-6520574

Télécopieur : 972-2-6520574

Courriel : isas@netvision.net.il

Les femmes du Nord : Vies diverses, Liens communs — Une conférence circumpolaire sur la femme

Date : 18 – 21 novembre 1999

Endroit : Whitehorse (Yukon) Yukon College

Contactez : Women's Conference Co-ordinators

Téléphone : (867) 667-5740

Télécopieur : (867) 393-6270

Courriel : conference@circumpolar.net

Site internet : <http://www.circumpolar.net/>

"Safe and Caring Schools & Communities Conference"

Date : 25 – 27 novembre 1999

Endroit : Edmonton (Alberta) Ramada Inn

Contactez : Brenda Sautner

Téléphone : (780) 434-8418

Télécopieur : (780) 430-7511

Courriel : sacs@teachers.ab.ca

Site internet : <http://ednet.edc.gov.ab.ca/safeschools>

À TITRE D'INFORMATION

Après avoir atteint un sommet au début des années 90, le taux de criminalité au Canada diminue progressivement. En 1998, le taux de criminalité relevé par la police était à la baisse pour la septième année consécutive. Au cours de ces sept années, le taux de criminalité a **baissé de 22 pour cent** pour atteindre en 1998 son taux le plus bas depuis 1979, soit **12,3 pour cent**.

(Résultats de Statistique Canada calculés en tenant compte d'infractions en vertu du Code criminel et d'incidents signalés par la police, à l'exclusion des infractions liées à la circulation.)

Tour d'horizon

suite de la p.9

versant près de 3 millions de dollars pour financer 96 projets.

Ontario



Depuis 1998, l'Ontario a reçu près de 3 million de dollars pour s'attaquer aux causes profondes de la criminalité dans les collectivités. La plupart des 72 projets d'intervention précoce financés visent les jeunes à risque et appuient la stratégie du gouvernement du Canada en matière de renouvellement du système de justice pour les jeunes en prévenant la criminalité chez les jeunes.

Saskatchewan



Le gouvernement du Canada a accordé plus de 800 000 \$ à la Saskatchewan pour le financement de 41 projets de prévention. Nombre de ces projets, qui visent les jeunes et les femmes, sont adaptés aux méthodes de guérison particulières de collectivités autochtones comme la Première nation Carry the Kettle (Sintaluta), dont le projet s'intitule Community Healing Through Crime Prevention.

Tête à tête

suite de la p.3

Q Y a-t-il des projets particuliers qui se démarquent, selon vous ?

R Il y en a plusieurs. Plusieurs projets, et aussi plusieurs personnes. L'un des projets auquel je pense est un programme créé à Durham qui porte un

très beau titre : « *Together We Light the Way* » (ensemble, ouvrons la voie). Le programme vise à responsabiliser les jeunes et à contrer les tendances antisociales. C'est un modèle d'intervention en milieu scolaire, mais toute la collectivité y participe, notamment les parents, les entreprises et les groupes communautaires.

Je crois que ce programme a énormément de potentiel et qu'il pourrait être adopté par d'autres écoles au pays. Nous surveillons ses progrès de très près.

Madame Hall, merci d'avoir répondu à nos questions.

Ce fut un plaisir pour moi. Merci. 🙏

Penser globalement, agir localement

suite de la p.11

« La diminution de la délinquance, de la violence et de l'insécurité est une tâche qui nous incombe à tous. Pour rendre nos collectivités plus sûres et plus calmes, il importe de mettre en commun, d'adapter

et de mettre à profit l'expérience et le savoir-faire acquis dans nos pays et dans nos villes », a conclu M. Waller.

Pour obtenir plus de renseignements sur le CIPC, il suffit de consulter les publications intitulées Répertoire synthèse sur la prévention

de la criminalité et Meilleures pratiques sur le site Web de l'organisme, à l'adresse www.crime-prevention-intl.org. 🌐

Claude Vézina est Directeur général associé du Centre international pour la prévention de la criminalité